

11 juin 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Tony Blair, Premier ministre de Grande-Bretagne, sur la préparation du Conseil européen d'Amsterdam (les questions posées à M. Blair et ses réponses sont en anglais, consultables sur la microfiche 9770009 A09 et suivantes), Paris le 11 juin 1997.

LE PRESIDENT.- Mesdames, messieurs, je suis très heureux naturellement d'accueillir le Premier ministre britannique, M. Tony Blair, pour son premier voyage en France, son premier voyage en sa qualité de Premier ministre. Depuis deux ans, nous avons développé des relations confiantes et amicales, ce qui d'ailleurs est excellent pour la relation entre l'Angleterre et la Conférence Intergouvernementale, et nous voulons, tous les deux, que ce Sommet soit réussi. Je me suis réjoui de la volonté britannique d'avoir dorénavant une Europe plus sociale, qui correspond bien aux désirs, développés depuis deux ans, par la France, notamment lorsqu'elle a déposé son mémorandum sur le modèle social européen, il y a un an et demi. Nous nous sommes également réjouis de la bonne nature de nos relations bilatérales, dans le domaine en particulier de l'économie, dans le domaine également de la défense, et enfin de notre excellente coopération sur le plan des grands dossiers internationaux, et nous avons notamment évoqué naturellement la nécessité de la relance du processus de paix au Moyen-Orient et les problèmes que connaissent aujourd'hui certaines régions d'Afrique.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous parlez du succès du Sommet d'Amsterdam, est-ce que vous considérez qu'à Amsterdam le Pacte de stabilité et de croissance pourra être signé, en tenant compte des demandes et des ajouts de la France ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite et je l'espère. Pour tout dire, je le pense.

- QUESTION.- Est-ce que la France parle d'une seule voix dans ce dossier ?

- LE PRESIDENT.- Comment pouvez-vous imaginer le contraire ? QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais savoir quelle solution vous souhaitez sur le pacte de stabilité. Seriez-vous satisfait d'un rajout au pacte de stabilité, ou croyez-vous qu'il est nécessaire d'aller plus loin que cela ?

- LE PRESIDENT.- Le pacte de stabilité et de croissance, tel qu'il a été adopté après une très difficile négociation à Dublin, s'impose si l'on veut avoir une monnaie unique stable, et sans que personne ne soit pénalisé par des gestes inconsidérés d'autres. Mais il n'en reste pas moins, je le dis depuis deux ans, et le gouvernement français aujourd'hui le dit à juste titre que l'Europe n'est pas seulement un problème financier, monétaire, ce n'est pas seulement une monnaie, même si celle-ci est capitale, notamment pour pouvoir faire face à la force du dollar. L'Europe, c'est aussi des hommes, des femmes, qui ont besoin d'être considérés, mais qui font face à des problèmes difficiles, dans le domaine de l'emploi, dans le domaine du mode ou du niveau de vie. Et cela, il faut en tenir compte, d'où la nécessité d'avoir un modèle social européen. C'était l'esprit de ce que j'avais déposé comme proposition, c'était au mois de mars, je crois, 1996, et je n'ai pas changé d'avis. Je suis donc tout à fait d'accord avec les demandes actuelles du gouvernement français.

- D'autre part, il faut bien qu'il y ait aussi une coordination des politiques économiques, et sur ce point également nous devons faire un progrès. Alors, je pense qu'une discussion sur les solutions qui pourraient être apportées à ces deux problèmes s'impose, et je souhaite qu'elle puisse avoir lieu avant la conclusion de la Conférence d'Amsterdam.\